

Les subsides

madame, de vous dire qu'on a travaillé très fort à ce moment-là pour la passer et le Conseil a eu un rôle très important et également, l'article 28, c'est le Conseil qui l'a fait passer. Ce sont les pressions et c'est le Conseil également qui a organisé tous les groupes provinciaux et tous les groupes de femmes pour faire des pressions sur les trois partis pour qu'à ce moment-là l'article 28 soit accepté. Alors, je suis très heureuse de cela. Également, lorsque vous dites que je rappelle que le gouvernement libéral a fait des choses très importantes pour les femmes et que je m'en glorifie, je voudrais simplement que vous vous rappeliez que le Canada est un des pays les plus importants au monde où il existe le plus de législations pour les femmes. On est un des seuls pays qui a des conditions et des projets de loi tels sur les femmes. Alors je pense... comme je l'ai dit tantôt, on est peut-être la cause de tous les méfaits qui existent, mais au niveau de la condition féminine, je pense que le Canada a un très bon dossier.

Mme Mailly: Au provincial!

Mme Pépin: Le provincial ne nous touche pas. Il y a certaines lois à ce moment-là qui chevauchent, mais je parle du gouvernement fédéral.

Troisièmement, lorsqu'on parle des femmes indiennes, cela dépend de la position de votre caucus et du mien. Mais je pense que lorsque vous dites qu'on doit laisser les gouvernements indiens décider ce qu'ils feront, cela dépend de votre position. Alors, à ce moment-là, sur le dossier des Indiens, on a une position qui est très différente et je ne veux pas du tout changer. Je pense que les enfants doivent l'être absolument; si les femmes sont reconduites sur les bandes, les enfants doivent l'être également. Mais c'est une question de parti.

Pour ce qui est du dossier des pensions, je dois avouer que ceci semble être un des dossiers que vous connaissez, madame. Pour ce qui est des autres, malheureusement, s'il faut que vous retourniez en arrière et que vous touchiez des personnalités, cela prouve encore que vous ne connaissez pas les dossiers des femmes.

Le président suppléant (M. Charest): Questions, commentaires. Débat. L'honorable députée de Broadview-Greenwood (M^{me} McDonald) a la parole.

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, on condamne le gouvernement aujourd'hui pour sa politique envers les femmes du Canada. On réclame des mesures concrètes afin d'améliorer le statut de la femme. En fait, le parti conservateur à l'époque qui était dans l'opposition et surtout au cours de la campagne électorale, a promis de telles mesures. Or, depuis lors il n'a pas tenu ses promesses. Au contraire! Sa politique depuis les élections a été défavorable aux femmes. Allons-nous aborder la réforme de la fiscalité? Ce gouvernement conservateur a continué l'augmentation des taxes fédérales proposées l'année dernière par les libéraux. Ce gouvernement conservateur a trouvé des milliards de dollars pour les sociétés pétrolières, y compris les multinationales. Le gouvernement conservateur n'a pas comblé les lacunes dans le système d'impôts, des échappatoires qui favorisent les sociétés privées. Le gouvernement a même avoué que la plus récente échappatoire pour les frais de la recherche coûte au Canada plus d'un milliard de dollars chaque année. Or, le gouvernement n'a pas pu trouver de l'argent pour les besoins des Canadiennes et des Canadiens. On aurait pu augmenter la pension

de sécurité de la vieillesse, par exemple, avec ces sommes d'argent.

Pour payer ces dons aux sociétés privées, le gouvernement a dû économiser ailleurs. En fait, le gouvernement a choisi de couper les budgets des ministères et des sociétés de la Couronne comme Radio-Canada. Dans cette situation, ce sont les femmes qui sont mises à la porte. Les femmes qui ont tout récemment gagné des emplois sont mises à pied. Par exemple, les compressions budgétaires pour la recherche sur l'environnement, mal choisies comme telles, ont surtout coûté leurs postes aux femmes.

Ce gouvernement a une politique ou plutôt une idéologie favorisant le secteur privé aux dépens du secteur public, et peu importe les conséquences pour les Canadiennes et les Canadiens. Il s'ensuit que les postes dans le secteur public sont coupés en faveur de la croissance du secteur privé. Or, la croissance du secteur public a favorisé les femmes au Canada. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ce secteur s'est accru fournissant des emplois aux femmes et de bons emplois. Les écarts de salaires hommes-femmes sont moindres dans le secteur public. Les avantages sociaux sont meilleurs, les pensions, la protection d'un syndicat, et ainsi de suite. Or, ce sont ces emplois des femmes qui sont le plus menacés par la politique actuelle du gouvernement conservateur. Malheureusement, le gouvernement est aveuglé par ses préoccupations idéologiques. Les femmes sont plus pratiques et moins idéologiques. Elles s'intéressent à la qualité et à la valeur de l'emploi concerné, plutôt qu'au secteur auquel il appartient.

• (1620)

[Traduction]

Les femmes qui sont venues rencontrer le groupe d'action pour l'emploi du NPD nous ont parlé de cela très précisément. Elles ont parlé de la nécessité de bons emplois, et du fait qu'il y avait eu progression de ces emplois, particulièrement pour les femmes de secteur public. Les syndicats s'étaient battus pour les femmes et avaient obtenu de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires, mais étant donné les préoccupations idéologiques du gouvernement, ce sont ces emplois que l'on supprime. Le gouvernement ne se rend pas compte qu'une politique qui peut sembler neutre a des conséquences particulières pour les femmes; une politique de protection du secteur privé et d'attaque du secteur public a des répercussions très importantes sur les femmes.

Le comité canadien d'action sur le statut de la femme est parfaitement conscient de ces difficultés. En fait, l'une des principales recommandations de sa conférence de la fin de semaine dernière portait précisément sur ce point. Je souhaiterais lire cette recommandation à la Chambre:

Attendu que le montant des concessions fiscales accordées par le gouvernement fédéral est de l'ordre de 30 à 50 milliards de dollars par an, selon le vérificateur général; attendu que ce sont surtout les grandes compagnies et les contribuables à hauts revenus qui profitent de ces dégrèvements fiscaux; attendu que cette situation est en grande partie responsable du déficit et attendu que le déficit sert maintenant d'excuse pour comprimer les dépenses publiques; attendu que les femmes sont les premières victimes de ces compressions, qu'il soit décidé que le comité national lance une campagne pour recommander énergiquement que la réduction du déficit se fasse par une réforme du système fiscal et non par des compressions des dépenses publiques.

C'est précisément ce que le NPD a lui-même instamment demandé, de même que des membres des autres organisations. Je constate que le Conseil économique du Canada, qui n'est